



Centre de Ressources Politique de la
Ville de Guyane

12 rue du 14 Juillet - BP 691

97336 Cayenne Cedex

Tél. : 05 94 28 79 43

Fax : 05 94 28 79 44

E.mail : centre-ville.guyane@wanadoo.fr

Site : <http://www.crpv-guyane.org>

GUYANE COHESION

La lettre d'information du Centre de Ressources Politique de la Ville de Guyane

DES NOUVELLES DU RESEAU

Les nouveaux élus en charge de la Politique de la Ville

Suite aux dernières élections municipales, voici la liste actualisée des élus en charge de la Politique de la Ville en Guyane :

- Saint-Laurent du Maroni : Mme Charles
- Rémire Montjoly : Mme Mazia
- Kourou : Mme Niveau
- Cayenne : M. Horth
- Matoury : M. Flora

Offres d'emploi

La Mairie de Matoury recrute :

- Un(e) chargé(e) de mission sécurité, prévention de la délinquance, citoyenneté
- Un(e) chargé(e) de mission santé, précarité

Les fiches de postes sont disponibles sur le site du Centre de Ressources, rubrique « offres d'emploi » : www.crpv-guyane.org

AGENDA :

Grenelle de l'Insertion Guyane

- Développement durable et IAE : des enjeux majeurs pour la Guyane (17 et 18 avril à Saint-Laurent du Maroni)
- Quels partenariats entre l'IAE et les entreprises du secteur marchand ? (24 et 25 avril Kourou)
- La place de l'IAE dans les quartiers (28 avril à Rémire-Montjoly et 29 avril à Matoury)
- Journée de restitution : 23 mai 2008 à Cayenne

Rencontres sur l'insertion des clauses sociales dans la commande publique

- 19 mai 2008 à Cayenne
- 20 mai 2008 à Sinnamary

Rencontres sur le développement des services à la personne

- 21 mai 2008 à Matoury

ACTUALITES NATIONALES

Orientations du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance pour l'année 2008

Le secrétaire général du comité interministériel du Fonds de prévention de la délinquance a transmis fin février les orientations pour la dépense des crédits 2008.

Le cadre général est fixé par la volonté de financer moins de projets pour cibler les plus efficaces.

En outre, il est rappelé que les financements ne sont pas tributaires des zonages de la Politique de la Ville mais sont accordés en fonction de la justification du projet en complément de financements locaux sauf pour l'installation de vidéosurveillance.

La mise en œuvre du Fonds a vocation à soutenir les actions décidées dans un cadre partenarial (CLSPD, CLS...) dont les contenus seront explicitement libellés.

La priorité sera donnée aux financements des actions suivantes :

- Les formations interdisciplinaires (policiers, gendarmes, directeurs d'établissements scolaires, travailleurs sociaux etc.)
- La lutte contre les violences faites aux femmes
- La lutte contre le décrochage scolaire

- Les actions de prévention auprès des mineurs
- La prévention de la récidive
- La médiation sociale
- La mise en place d'intervenants sociaux dans les commissariats
- Les postes de coordination des CLSPD et de l'ingénierie qui en découle.

Plan « Espoir Banlieues »

La dernière lettre de la DIV propose un supplément intitulé « Espoir banlieues, une dynamique pour la France » sur les principales mesures programmées à l'issue de la présentation par le président de la République de la nouvelle politique en faveur des banlieues.

Ce quatre pages énonce six thématiques dans lesquelles des mesures ont été décidées : désenclavement, habitat et cadre de vie, sécurité, emploi, éducation et partenariat, gouvernance contractualisation et solidarité locales.

Le mois de l'insertion par l'activité économique en Guyane

Un vaste chantier de sensibilisation et d'information visant à relancer l'insertion par l'activité économique s'ouvre dans quelques jours en Guyane.

Ce chantier est structuré en deux parties :

- des journées d'information sur des points ou des bassins d'emploi spécifiques
- le Grenelle de l'Insertion Guyane

- Les journées d'informations :

- Rencontres sur la commande publique (19 mai à Cayenne et 20 mai à Sinnamary).

Ces rencontres visent à sensibiliser les acteurs publics à la généralisation des clauses sociales dans les marchés publics. Elles visent également à répondre de manière pratique aux interrogations techniques découlant de ces nouvelles pratiques : comment soutenir les orientations politiques en respectant la réglementation ?

Contact : ADI, M. Dartiailh 05.94.29.76.95

- Rencontres sur le développement des services à la personne (21 mai à Matoury)

Ces rencontres sont plus particulièrement destinées aux structures d'insertion par l'activité économique mais peuvent être ouverte aux personnes intéressées.

Contact : Plateforme Makandi, M. Dauzan 06.94.41.65.25

Par ailleurs, l'ADI organise une journée d'information et de travail spécifique au bassin d'emploi de Saint Georges de l'Oyapock.

- Le Grenelle de l'Insertion Guyane :

Ce Grenelle est résolument tourné vers l'Insertion par l'Activité Économique (IAE). Ce programme est labellisé au niveau national par le Haut Commissariat aux Solidarités Actives contre la Pauvreté.

Le Grenelle a pour objectifs :

- de mettre en valeur les structures et les expériences réalisées en Guyane
- de présenter l'insertion par l'activité économique et les spécificités du contexte guyanais
- de sensibiliser tous les acteurs du territoire à la question de l'insertion par l'activité économique
- de dresser les potentialités importantes de développement de ce secteur en Guyane.

Contact : Centre de Ressources, M. Avrain 05.94.28.79.43

L'insertion par l'activité économique (IAE)

Les associations et les entreprises du secteur de l'insertion par l'activité économique permettent à des personnes exclues du marché de l'emploi de se (re)familiariser avec le monde du travail, tout en bénéficiant d'une formation adaptée et d'un accompagnement socioprofessionnel. L'objectif, au terme de leur parcours d'insertion, qui peut les mener d'un type de structure à un autre, est qu'ils aient en mains les atouts pour retrouver un emploi satisfaisant sur le marché « ordinaire » du travail.

Source : Alternatives Economiques, n°30 « L'insertion au service de l'emploi », septembre 2007

Lancement de l'étude « Lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité des chances, des repères pour l'action »

Dans un contexte d'évolution rapide, la question des discriminations longtemps ignorée, s'impose aujourd'hui avec une acuité et une urgence réelles.

Cependant, si les indices de discrimination sont assez apparents, la variété des situations, les processus de construction ainsi que les impacts sur la population, sont en revanche largement méconnus.

Ainsi, l'évaluation des discriminations en Guyane et la connaissance des populations pouvant en être victimes sont aujourd'hui le produit de multiples hypothèses et extrapolations, en l'absence de données quantitatives et qualitatives sur le sujet. Dans ce contexte, le Centre de Ressources a souhaité apporter sa contribution au débat en proposant un travail exploratoire nécessaire à la mise en œuvre des plans de lutte et des programmes opérationnels.

Cette étude vise donc à établir un état des lieux qualitatif de la discrimination en Guyane et notamment permettre la connaissance des différentes situations d'exclusion et de leurs combinaisons. Ainsi, il s'agit de mettre au jour à la fois les mécanismes, les processus et les parcours de discrimination à l'œuvre en Guyane.

Cette première étude se limite au périmètre de l'Île de Cayenne.

Pour la réalisation de ce travail d'exploration, deux directions sont privilégiées :

- une enquête auprès des services publics les plus sensibles en matière de repérage et/ou de production de discriminations
- une enquête auprès des populations

Le Centre de Ressources a donc été sollicité par l'ACSé pour concevoir ce travail exploratoire dans le but de mobiliser un réseau de relais et d'experts auprès des institutions enquêtées ainsi que de définir un programme de formation en matière de lutte contre les discriminations.

Les travaux seront restitués auprès des institutions enquêtées ainsi que sous la forme d'une réunion publique. Ils seront également consultables sur le site Internet du Centre de ressources.

Pour plus d'informations:

Centre de Ressources : Nathalie Burtin 05.94.28.79.43